

17 octobre 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Entretien de M. François Hollande, Président de la République, avec la presse européenne le 17 octobre 2012, sur les efforts en faveur de la Zone euro et sur l'avenir de la construction européenne.

- L'Union européenne a été récompensée par le prix Nobel de la paix à la veille d'un nouveau conseil européen, auquel vous participez, destiné une fois de plus à tenter de sauver l'euro. Ce choix vous confère à tous une responsabilité supplémentaire. Comment allez-vous sauver l'Europe ?

L'attribution du prix Nobel à l'Union européenne est à la fois un hommage pour le passé et un appel pour l'avenir. L'hommage, il est adressé aux pères fondateurs de l'Europe, capables d'avoir réussi la paix au lendemain d'un carnage. L'appel, il est lancé aux gouvernants de l'Europe d'aujourd'hui, pour qu'ils soient conscients qu'un sursaut est impérieux.

Sur la sortie de la crise de la zone euro, nous en sommes près, tout près. Parce que nous avons pris les bonnes décisions au sommet des 28 et 29 juin et que nous avons le devoir de les appliquer, rapidement. D'abord, en réglant définitivement la situation de la Grèce, qui a fait tant d'efforts et qui doit être assurée de rester dans la zone euro. Ensuite, en répondant aux demandes des pays qui ont fait les réformes attendues et qui doivent pouvoir se financer à des taux raisonnables. Enfin, en mettant en place l'union bancaire.

Je veux que toutes ces questions soient réglées d'ici la fin de l'année. Nous pourrions alors engager le changement de nos modes de décision, et l'approfondissement de notre union. Ce sera le grand chantier au début de l'année 2013.

- Ces pays qui ont fait des efforts, précisément, avec des sacrifices lourds pour la population, ne voient pas d'amélioration. Combien de temps pensez-vous qu'ils pourront tenir sans changement de stratégie pour relancer la croissance ?

J'ai voulu, depuis mon élection, que l'Europe se donne comme priorité la croissance sans remettre en question le sérieux budgétaire, rendu indispensable par la crise des dettes souveraines. Si nous ne donnons pas un nouveau souffle à l'économie européenne, les mesures de discipline ne pourront trouver de traduction effective.

Le retour de la croissance suppose de mobiliser des financements à l'échelle de l'Europe, c'est le pacte que nous avons adopté en juin, mais aussi d'améliorer notre compétitivité, et enfin de coordonner nos politiques économiques. Les pays qui sont en excédent doivent stimuler leur demande intérieure par une augmentation des salaires et une baisse des prélèvements, c'est la meilleure expression de leur solidarité. On ne peut pas infliger une peine à perpétuité à des nations qui ont déjà fait des sacrifices considérables, si les peuples ne constatent pas, à un moment, les résultats de leurs efforts. Aujourd'hui, ce qui nous menace, c'est autant la récession que les déficits !

- Comment comptez-vous surmonter le clivage qui subsiste entre les partisans de l'austérité et ceux de la croissance ?

Il appartient à la France, parce que c'est un grand pays de l'Union européenne, de porter ce compromis entre le désendettement et la croissance afin de changer la perspective.

- Comment ramener la croissance ?

Il y a deux leviers. Le premier, c'est la confiance. Plus tôt nous sortirons de la crise de la zone euro, c'est-à-dire plus rapidement nous réglerons le cas grec, et plus vite nous parviendrons à

... et, c'est à nos partenaires européens de nous aider, et plus nos partenaires nous financent à des taux raisonnables les dettes des pays bien gérés, plus vite les investisseurs reviendront vers la zone euro. Nous avons tous les moyens pour agir -- Mécanisme européen de stabilité (MES), règles d'intervention de la Banque centrale européenne (BCE). Alors, utilisons-les. Le second levier, c'est de mettre en cohérence la politique économique européenne. Nous avons défini un pacte de croissance. Mettons-le en œuvre. Cent vingt milliards d'euros, certains diront : c'est trop peu. Mais ce qui compte, c'est que ces sommes soient dépensées vite et bien. Le budget européen est aussi un élément de stimulation de l'économie, notamment à travers les fonds structurels. Nous pouvons aller plus loin, en mobilisant des ressources supplémentaires. La taxe sur les transactions financières va faire l'objet d'une coopération renforcée. Onze pays ont donné leur accord. Son produit pourrait être pour une part affecté à des projets d'investissement et pour une autre à un fonds de formation pour les jeunes. C'est le rôle de la France que de dire inlassablement à nos partenaires que l'austérité n'est pas une fatalité.

- Pour remotiver les citoyens européens, pour "rénicher l'Europe", quelle idée de l'Europe voulez-vous soutenir ? Une Europe fédérale ? Une Europe des nations ?

Le débat ne se pose plus comme au début des années 1960, autour du débat entre l'Europe des patries ou l'Europe fédérale... Il y avait six pays à cette époque, puis huit, puis douze, aujourd'hui nous sommes vingt-sept, bientôt vingt-huit avec la Croatie. En changeant de dimension, l'Europe a changé de modèle.

Ma démarche, c'est une Europe qui avance à plusieurs vitesses, avec des cercles différents. On peut les appeler "avant-garde", "Etats précurseurs", "noyau dur", peu importe les appellations, c'est l'idée qui compte. Nous avons une zone euro, elle a un patrimoine, c'est la monnaie unique. Elle appelle une nouvelle gouvernance. Cette zone euro doit prendre une dimension politique. Je suis favorable à ce que l'Eurogroupe, qui rassemble les ministres des finances, soit renforcé et que le président de l'Eurogroupe ait un mandat clair et suffisamment long.

Je suis également partisan d'une réunion mensuelle des chefs d'Etat et de gouvernement de cette zone. Finissons-en avec ces sommets soi-disant de la dernière chance, ces réunions historiques, ces rendez-vous exceptionnels... et qui n'ont débouché que sur des succès éphémères. Les marchés, c'est tous les jours, les arbitrages des entreprises, c'est dans l'instant ! L'Europe ne peut plus être en retard.

Le Conseil de la zone euro permettra de mieux coordonner la politique économique et de prendre, pays par pays, les décisions appropriées. Il ne s'agit pas d'exclure les autres pays : ceux qui veulent rejoindre la zone euro seront associés à nos débats. Certains pays ne le veulent pas -- c'est leur choix. Mais pourquoi faudrait-il qu'ils viennent nous dire comment doit être dirigée la zone euro ? C'est une prétention que j'entends, mais qui ne me paraît pas répondre à l'obligation de cohérence.

Alors, ensuite, il y a cette Europe des Vingt-Sept/Vingt-Huit bientôt et demain davantage. C'est un espace politique de solidarité, un grand marché, une volonté de convergence économique, sociale, culturelle. Je voudrais lui donner une nouvelle dimension pour la jeunesse, l'université, la recherche, l'énergie. Mais cette Union large ne doit pas empêcher des coopérations renforcées, celles que des Etats voudraient engager à quelques-uns et qui dégageraient des moyens au-delà du budget européen. Ce sera le cas avec la taxe sur les transactions financières.

- Certains voudraient créer un embryon de Parlement séparé de la zone euro. L'Union européenne ne risque-t-elle pas de se réduire aux pays de la zone euro, une Europe à deux vitesses ?

Que l'Europe ait plusieurs vitesses, c'est déjà le cas. Mais le Parlement européen a vocation à représenter toute l'Europe, et si la zone euro se structure davantage, il est parfaitement capable de définir en son sein des procédures démocratiques dédiées à la zone euro.

- Pour une Europe plus intégrée avec l'union politique, ne faut-il pas un nouveau traité constitutionnel, soumis à référendum ?

Je crois me souvenir qu'en 2005 nous avons essayé cette formule et qu'elle n'a pas donné les résultats escomptés ! Parce qu'avant de se lancer dans une mécanique institutionnelle, les Européens doivent savoir ce qu'ils veulent faire ensemble. C'est le contenu qui doit l'emporter sur

le cadre. L'enjeu institutionnel est souvent évoqué pour ne pas faire de choix. Les plus empressés à parler de l'union politique sont parfois les plus réticents à prendre les décisions urgentes qui la rendraient pourtant incontournable, ça ne m'a pas échappé...

- Les Allemands ?

Non, je ne vise personne en particulier. Plusieurs fois, dans le passé, les Allemands ont fait sincèrement des propositions sur l'union politique. Elles n'ont pas été saisies. Aujourd'hui, nous sommes en phase. La France défend l'"intégration solidaire" : chaque fois que nous franchissons un pas vers la solidarité, l'union, c'est-à-dire le respect des règles communes autour d'une gouvernance, doit progresser.

Ainsi, l'union bancaire qui conduit à une supervision, dont la Banque centrale européenne sera l'organe, et qui permettra une résolution des crises, avec une recapitalisation des banques, c'est une compétence très importante. Cette solidarité ne pourra aller sans contrôle démocratique : l'union bancaire qui vise à maîtriser la finance sera une étape importante de l'intégration européenne.

- Quelle est la capacité réelle de la France de convaincre l'Allemagne et les pays réticents d'avancer sur cette voie ?

Nous avons pris des décisions ensemble au conseil européen de juin. Elles ont eu incontestablement des conséquences favorables : le calme est revenu sur les marchés. La BCE y a contribué en clarifiant ses modes d'intervention. Donc, ma position est simple : tout le conseil européen du 28 juin, rien que le Conseil européen du 28 juin, mais appliqué le plus vite possible. L'objectif, c'est de tout régler d'ici à la fin de l'année. Plus personne aujourd'hui ne pense que l'euro va disparaître ou que la zone va éclater. Mais la perspective de son intégrité ne suffit pas. Maintenant, nous devons sortir de la crise économique.

- Donc l'union politique, ce n'est pas pour maintenant ?

L'union politique, c'est après, c'est l'étape qui suivra l'union budgétaire, l'union bancaire, l'union sociale. Elle viendra donner un cadre démocratique à ce que nous aurons réussi de l'intégration solidaire.

- A quelle échéance la voyez-vous, cette union politique ?

Après les élections européennes de 2014. L'enjeu de cette consultation, ce sera l'avenir de l'Union. C'est la condition pour mobiliser les peuples et augmenter les taux de participation autour d'un vrai débat. J'espère que des partis européens présenteront leurs propositions aussi bien en termes de contenu, de cadre institutionnel que de personnalités, pour les porter notamment à la présidence de la Commission européenne.

- Beaucoup de voix s'élèvent contre l'objectif du déficit ramené à 3 % du produit intérieur brut (PIB). Claude Bartolone, président (PS) de l'Assemblée nationale, le qualifie même d'"absurde". Un accord européen est-il possible pour le repousser d'un an ?

Tous les pays ne sont pas dans la même situation. Et beaucoup dépendra de nos choix en matière de respect des disciplines budgétaires et de croissance. Cette discussion aura lieu en 2013. Mais pour ce qui concerne la France, j'ai fixé l'objectif de réduction de déficit à 3 % pour 2013 et de rétablissement de l'équilibre des comptes publics en 2017. Pour une raison simple et qui ne se résume pas à un engagement européen : de 2007 à 2012, la dette publique est passée en France de 62 % du PIB à 90 %. Prolonger cette tendance ne serait pas soutenable.

L'objectif, il est aussi, à l'échelle de l'Europe, d'harmoniser les taux d'intérêt dans la zone euro. Politique monétaire et politique budgétaire doivent se conjuguer. Et il ne peut être admis, dans un même espace monétaire que des pays se financent à 1 % à dix ans et d'autres à 7 % ! Il faut éviter un effet de rente.

- Votre élection a créé des attentes énormes. Que diriez-vous à un Grec au chômage, sans argent pour se soigner ?

Que je ferai tout pour que la Grèce demeure dans la zone euro et dispose des ressources indispensables d'ici à la fin de l'année, sans qu'il soit nécessaire d'infliger de nouvelles conditions autres que celles qui ont été admises par le gouvernement Samaras.

Mais je m'adresse aussi aux Espagnols et aux Portugais qui payent cher les dérèglements commis

par d'autres : le temps est venu d'offrir une perspective au-delà de l'austérité. L'Espagne doit pouvoir connaître les conditions précises pour accéder aux financements prévus par le conseil européen du 28 juin. Et il n'y a pas lieu d'alourdir la barque.

La France est le trait d'union entre l'Europe du Nord et celle du Sud. Je refuse la division. Si l'Europe s'est réunifiée, ce n'est pas pour tomber ensuite dans l'égoïsme ou le chacun pour soi. Notre devoir, c'est de poser des règles communes autour des principes de responsabilité et de solidarité. Comme Français, ma responsabilité, c'est de faire en sorte que les Européens soient conscients d'appartenir au même ensemble.

- C'est ce que vous dites à la chancelière allemande, Angela Merkel, aussi ?

Oui, mais elle le sait parfaitement. La preuve, c'est qu'elle est allée à Athènes.

- Etes-vous inquiet de la résistance croissante, en Allemagne, à la solidarité avec les pays du Sud ?

Mais nous participons tous à la solidarité, pas seulement les Allemands ! Les Français, les Allemands comme tous les Européens dans le cadre du Mécanisme européen de stabilité [MES]. Cessons de penser qu'il n'y aurait qu'un seul pays qui paierait pour tous les autres. C'est faux ! En revanche, je sais la sensibilité de nos amis allemands au problème de la surveillance. Qui paie doit contrôler, qui paie doit sanctionner. Je suis d'accord. Mais l'union budgétaire doit être parachevée par une mutualisation partielle des dettes : à travers les eurobonds.

Je sais aussi combien pèsent les souvenirs de l'hyperinflation, transmis de génération en génération en Allemagne. Les modalités d'intervention de la BCE évitent tout risque de cette nature, puisque la Banque centrale vient en appui des décisions prises au sein du MES. Or, qu'est-ce que le MES, si ce n'est un ensemble d'Etats ? Donc, la BCE ne créera pas de monnaie lorsqu'elle viendra en soutien des pays débiteurs. Elle rendra plus efficace la politique monétaire. J'ai également considéré les arguments démocratiques avancés outre-Rhin. J'admets parfaitement que les parlements doivent pouvoir autoriser les engagements demandés aux Etats, aussi bien dans le cadre de l'union budgétaire que de l'union bancaire. Mais il n'y a pas de temps à perdre. La France y est prête.

- Dans cette Europe à plusieurs vitesses, quelle place occupera l'axe Paris-Berlin ? Est-ce le premier cercle ?

C'est le couple qui permet l'accélération. Et qui, donc, peut aussi être un frein s'il n'est pas en phase. D'où la nécessité de la cohérence franco-allemande. Nous avons un devoir d'union et il exige un sens élevé de l'intérêt européen et, donc, du compromis.

Est-ce que ce doit être une relation exclusive ? Non ! L'Europe ne se décide pas à deux. L'amitié franco-allemande doit agréger, associer, assembler. Je prends garde de ne pas opposer grands et petits pays, pays fondateurs et pays nouvellement adhérents. L'Europe a besoin de tous, elle ne se résume pas à de l'intergouvernemental. Les institutions communautaires : Commission et Parlement doivent jouer pleinement leur rôle.

Elle appelle également une ambition. C'est la vision qui est confiée historiquement à la France et à l'Allemagne. Si nous avons été capables de nous unir, nous, c'est que nous pouvons réussir à le faire tous ! C'est ce que nous rappellerons lors des cérémonies pour le 50e anniversaire du traité de l'Elysée.

- Dans votre relation personnelle avec Mme Merkel, qu'est-ce que vous avez appris d'elle ?

Elle est claire, elle dit les choses... Cela fait gagner du temps. Et j'ai la même démarche. Alors, ensuite, de nos points de départ, nous cherchons à trouver le meilleur point d'arrivée. C'est plus facile avec des points de départ explicites qu'avec des points de départ ambigus. Et on ne peut pas reprocher à Angela Merkel d'être ambiguë ! Certes, nous ne sommes pas dans la même échelle de temps : je suis élu depuis cinq mois, et la chancelière a ses élections dans dix mois, mais ça ne nous conduit pas à différer les choix.

- Et vous, que lui apportez-vous ?

Posez-lui la question ! Je pense qu'elle est consciente que l'alternance en France a créé une nouvelle donne. Elle est très sensible aux questions de politique intérieure et aux exigences de son Parlement. Je le comprends : nous le sommes tous. Nous avons tous notre opinion publique, nos débats démocratiques. Mais notre responsabilité commune, c'est de faire prévaloir l'intérêt

nos débats démocratiques. Mais notre responsabilité commune, c'est de faire prévaloir l'intérêt de l'Europe.

- On vous présume européen...

Vous faites bien !...

- ... mais pendant la campagne, vous n'avez parlé que du "rêve français", jamais du "rêve européen". Quel est votre attachement personnel à l'Europe ?

L'idéal européen, il est dans le rêve français. Les révolutionnaires de 1789 avaient imaginé une nation ouverte à tous les Européens. Victor Hugo fut le premier à parler des Etats-Unis d'Europe. Après la boucherie de 14-18, Aristide Briand plaidait déjà pour l'Europe au nom de la paix. A la Libération, pour Jean Monnet comme pour Charles de Gaulle, construire l'Europe, c'était reconstruire la France. François Mitterrand a conçu sa présidence au nom de l'Europe.

Je m'inscris dans cette perspective. Ce que je veux pour mon pays, c'est qu'il retrouve la fierté et la force de renouveler la promesse républicaine à la jeunesse. Pourquoi suis-je européen ? Parce que l'Europe nous permet d'y parvenir. Et s'il se produit une fracture entre l'Europe et la patrie, alors le risque est de perdre à la fois la cohésion nationale et l'idéal européen.

- C'est ce qui s'est passé en 2005, avec le non au référendum sur le traité constitutionnel ?

C'était un avertissement sérieux. Il n'a pas été entendu. L'enjeu, aujourd'hui, c'est de retrouver la confiance en nous même et en l'Europe. Ce qui nous menace, ce n'est pas la nation, c'est le nationalisme. Ce n'est pas l'Europe, c'est son absence.

- Prendriez-vous le risque de voir la Grande-Bretagne quitter l'Europe ?

Je souhaite un Royaume-Uni pleinement engagé en Europe, mais je ne peux pas décider à la place des Britanniques. J'ai observé que, pour le moment, ils souhaitent être plutôt en retrait. Les Britanniques sont liés par des accords auxquels ils ont souscrits. Ils ne peuvent s'en détacher. Maintenant, ils ont au moins le mérite de la clarté. La zone euro, l'union budgétaire : ils n'y sont pas. Je n'entends pas les forcer.

- Quelle est la plus grande menace qui pèse sur l'Europe ?

C'est de ne plus être aimée. De n'être regardée au mieux que comme un guichet austère, où les uns viendraient chercher des fonds structurels, d'autres une politique agricole, un troisième un chèque, au pire comme une maison de redressement. A elle de donner du sens à son projet, mais aussi de l'efficacité à ses décisions. Et pourtant, l'Europe reste la plus belle aventure pour notre continent. Elle est la première puissance économique du monde, un espace politique de référence, un modèle social et culturel. Elle mérite un sursaut pour renouer avec l'espérance.

- Le pire est passé ?

Le pire -- c'est-à-dire la crainte d'un éclatement de la zone euro --, oui, il est passé. Mais le meilleur n'est pas encore là. A nous de le construire.

Propos recueillis par Sylvie Kauffmann (Le Monde), Angelique Chrisafis (The Guardian), Berna Gonzalez Harbour (El Pais), Jaroslaw Kurski (Gazeta Wyborcza), Alberto Mattioli (La Stampa) et Stefan Ulrich (Süddeutsche Zeitung)